

dans la joie et le bonheur. Notre première apparition au milieu d'eux est un véritable triomphe. Adressez au ciel de ferventes prières afin que le père défunt daigne envoyer dans son champ, blanchi pour la moisson, des ouvriers selon son cœur. A la vue du grand bien qu'il y aurait à faire et du peu que nous faisons, fûtes d'ouvriers et surtout fûtes de ressources, je gémis et je m'attriste profondément tous les jours. A partir de l'île à la Croix et même plus bas jusqu'aux extrémités de la Rivière Mackenzie, les sauvages réclament notre présence. Aujourd'hui encore je viens de voir des jeunes gens qui ont accompagné Sir John Richardson dans son expédition pour la recherche du capitaine Franklin et qui m'ont dit, en me présentant les invitations de ces sauvages, qu'ils étaient dans la tristesse en voyant que nous semblions les délaisser, tandis que nous secourions leurs frères. "Messis quidem nulli, operarii autem pauci," que faire! La révolution française, en rassemblant les bourses de la charité, nous a pour ainsi dire réduits à la dernière détresse. Nous avons été contraints de renvoyer tous les hommes engagés à notre service, et nous sommes obligés de faire tout par nous-mêmes. Nous nous occupons depuis deux mois de la construction d'une maison. Ces travaux matériels nous nuisent beaucoup, parce qu'ils ne nous laissent pas le temps de donner à l'étude des langues sauvages l'application qu'elles exigent. Quelque minimes que soient nos ressources, grâce à l'heureuse bienveillance des membres de la compagnie de la Baie d'Hudson, nous nous multiplions pour faire le plus de bien possible. Je vais quitter l'aimable Pê-e Taché dans quinze jours pour me rendre dans le district d'Atlataski. Je ferai là la mission cette automne, et aux premières gelées, si les circonstances le permettent, j'irai visiter les sauvages du grand Lac des esclaves. Plus tard, si nous recevons des nouvelles un peu plus rassurantes, je tâcherai de me rendre jusqu'chez les Esquimaux. Je passerai le reste de l'hiver au fort de la compagnie; l'été prochain je pense m'associer avec une famille sauvage et passer toute la belle saison avec elle au milieu du bois. Je me perfectionnerai ainsi dans la connaissance de leur langue. Il faut du courage pour tout cela, il en coûte à la nature; mais il faut que le bien se fasse à tout prix; je suis déjà à moitié sauvage, je pense l'être entièrement à la fin de l'été prochain. Il faut qu'à l'exemple de l'apôtre nous sachions nous faire tout à tous pour les gagner tous à notre divin Sauveur.

Je ne possède pas encore parfaitement la langue des sauvages que nous avons à évangéliser. Je commence pourtant à pouvoir assez bien catéchiser dans l'une des deux que nous avons à apprendre pour le moment. En présence des difficultés que présente l'étude de langues dont le génie est si différent du nôtre, et qui sont de plus différentes entr'elles, on serait souvent tenté de se décourager; néanmoins Dieu, qui ne veut point nous donner gratuitement le don des langues, suit en appanir les difficultés.

Adieu, Mon Cher Ami, je vous embrasse comme je vous aime, et vous savez que c'est de tout mon cœur. Priez pour votre frère, il ne vous oubliera point.

Tout à vous
H. FARADY Ptre. O. M. I.

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, VENDREDI 16 NOVEMBRE 1849.

Le Witness mystifié!

Un certain samedi du mois dernier, le journal l'Avenir oubliant, sans doute, le compte qu'il faudra rendre même d'une parole inutile, disait, pour s'égayer, que le Séminaire de Québec consacrait certaines parties de ses revenus, à l'entretien de trois journaux, destinés à combattre tout ce qui sent le négatif. — Tous ceux

qui savent penser, se gardèrent bien de voir une calomnie sérieuse dans cet aveu de l'Avenir; ils n'y reconnurent qu'un innocent badinage. Le Witness seul a cru que c'était tout de bon. Aussi, dans son numéro du 12 courant, traduit-il jusqu'au dernier mot cette espièglerie, pour grossir le tas des graves pensées qu'il livre, depuis quelque temps, à la méditation du peuple Canadien. — Oh! ça, Messieurs les collaborateurs, ne vous jouez donc plus de la bonhomie de votre confrère. Est-ce que vous ne voyez pas qu'il croit que vos paroles sont mo's d'évangile, et qu'il a plus de confiance en vous que dans les Pères de l'Eglise?

BULLETIN.

Arrondissement de la Ligue. — Le dernier argument des annexionnistes. — L'opinion publique aux E. U. concernant l'annexion. — Le mouvement à Québec. — Le Herald, M. Roebuck et le Pilot. — L'Angleterre consentira-t-elle à abandonner ses colonies?

"Tirez le rideau, la farce est jouée; Mes Dames et Messieurs, ce sera la dernière représentation de la Ligue, qui a obtenu tant de faveurs et d'applaudissements de votre part; nous vous en offrons nos sincères remerciements. L'administration du théâtre pénétrée de reconnaissance pour l'encouragement libéral qu'elle a reçu par le passé, s'efforce d'en mériter la continuation pour l'avenir. Dans ce but elle prépare en ce moment la représentation d'un Drame en plusieurs actes à grands tableaux, intitulé: "L'ANNEXION." Cette pièce nouvelle dans laquelle plusieurs des personnages de la Ligue et des Clubs reparaîtront, est d'un intérêt saisissant. Les premiers rôles sont confiés à des artistes distingués et qui ont fait leurs preuves. On a introduit dans cette œuvre magnifique des chœurs à l'antique, avec accompagnement de musique qui lui donneront un nouvel éclat et en relèveront les beautés. Le prologue sous la forme d'un manifeste a déjà été livré à la publicité. On espère que le public ne sera pas désappointé et que chacun en aura pour son argent."

C'est bien vrai, la Ligue a terminé ses travaux et s'est ajournée sine die, ce qui veut dire aux calendes Grecques. Bien lui en a pris, car le public en était fatigué et ses propres membres résolus d'abandonner si on ne leur assurait une bonne indemnité à tous et à chacun, avec les frais de route, par d'assez le marché. Le fait est que les torres du Bas-Canada, qui ont formé la Ligue, se sont montrés bien indifférents, bien inconstants envers elle; puisqu'il n'y avait à sa dernière session que trois délégués de cette section de la Province. Et encore M. Moffatt s'était il rendu à Toronto afin de résigner sa place de président de la convention, et M. Mack, sa place de secrétaire et M. Isaacson sa place de trésorier! Cette Ligue n'avait rien de sérieux, ça été l'un bout à l'autre une pauvre comédie dans laquelle les acteurs ont fort mal joué leur rôle.

Pour conserver les apparences, on a réuni à la dernière séance à obtenir de M. Moffatt que son nom restât à la tête de l'association, comme celui du président. Mais tous les autres officiers ont été remplacés par des gens du H. C. Avant de clore les procédés de la Ligue, M. Moffatt en s'adressant à ses membres les remercia d'avoir rendu ses devoirs aussi agréables que faciles. C'était tout à fait épi-grammatique, quand on pense à ce qu'ils ont fait et à la manière dont les Ligueurs se sont conduits les uns envers les autres.

M. Mack n'a pas voulu désemparer sans donner une dernière rade à Lord Elgin. Il a proposé, secondé par M. A. J. MacDonnell, la résolution suivante, qui a été adoptée unanimement:

"Que la présence continue de Lord Elgin, comme Gouverneur-Général du Canada, est préjudiciable aux intérêts du peuple de cette province et tend à détruire la loyauté des sujets de S. M.?" Qu'en pensez-vous?

Cette résolution devait être proposée par un des Ligueurs de Montréal. Elle a rencontré l'approbation de tous ceux du Haut-Canada, ce qui ne les empêchera pas de voir avec satisfaction la présence continue au milieu d'eux de Son Excellence ce Lord Elgin. Quant à M. Mack, nous pensons que sa loyauté ne sera

pas affectée par les mouvements du Gouverneur Général.

Dans l'espace d'un mois, dit le *Montréal Courier*, neuf journaux Canadiens se sont prononcés en faveur de l'annexion. Voici leurs noms: Le *Courier*, le *Herald*, l'*Avenir*, le *Moniteur*, l'*Argus* de Kingston, l'*Indépendant* de Toronto et le *Mirror* du même lieu, le *Canadien Indépendant* de Québec et la *Gazette* de Sherbrooke.

C'est là le dernier argument des annexionnistes et cet argument perd beaucoup de sa force quand on pense qu'il y a près de 50 journaux contre l'annexion dans le Haut et le Bas Canada et quand on calcule l'influence de ceux qui sont pour. D'abord le *Herald* est dans une fausse position vis-à-vis ses patrons et quittera le camp annexionniste au premier jour; s'il survient des changements, disut cette feuille il n'y a pas un mois, nous retournerions avec plaisir à notre première position."

L'*Avenir* est l'organe des républicains et à toujours été professé de principes républicains. Il faut croire que ces principes sont peu en faveur, car c'est un fait notoire, que cette feuille serait anéantie sans les subsides qu'elle vient de recevoir du parti annexionniste. Le *Moniteur* ne vivrait non plus sans des fonds étrangers. Le *Courier* s'est aussi fait annexionniste pour obtenir des subsides, sans pouvoir par ce moyen, augmenter sa circulation très limitée. L'*Indépendant* de Toronto n'a qu'un mois de vie, d'une vie chétive et malade, disent ses contemporains du H. C. Le *Canadien Indépendant* de Québec est mort dans les bras du Sheriff et les annexionnistes ont vu avec indifférence sa fin prématurée. La *Gazette* de Sherbrooke appartient à un Américain et a une circulation peu étendue ainsi que l'*Argus* de Kingston et le *Mirror* de Toronto. Sous ces circonstances, nous ne voyons pas que les partisans de l'annexion aient tant de raison de se vanter de l'influence qu'ils ont dans la presse du pays.

L'opinion publique aux Etats-Unis paraît peu s'occuper de la question de l'annexion du Canada. Au moins c'est ce que nous disent les derniers journaux américains qui en parlent encore. "C'est très remarquable, dit le N.-Y. Herald, entr'autres, qu'à mesure que l'excitation pour l'annexion augmente en Canada, elle diminue et s'affaiblit tous les jours aux Etats-Unis. Le désir de la rencontrer à moitié chemin est plus faible que jamais. Le fait est que les deux grands partis politiques qui divisent ce pays, prenant une marche telle et élevant des contestations telles, que l'annexion soit du Canada ou du Cuba, même s'ils frappaient à nos portes pour être à nous maintenant, sera une question très douteuse pour longtemps encore. La question de l'esclavage commence à présenter de nombreuses difficultés dans la voie de tels amalgames et il est probable que ces difficultés augmentent dans l'avenir."

Si du côté des Etats-Unis les annexionnistes n'ont rien à attendre pour le moment, les avis qui leur viennent de Québec ne leur sont pas plus favorables. "L'annexion est bien et durement enterrée en cette ville, dit le *Canadien*."

Ses obsèques ont été célébrées dimanche après la messe, à Saint-Roch. Le *Journal*, d'hier rend compte de la cérémonie dans un article dont nous retranchons quelques parties pour ne point renouveler l'*insanctum dolorum* des amis de la définite:

"Nos lecteurs savent qu'il devait y avoir dimanche dernier, à la suite de la messe, une assemblée de personnes opposées à l'annexion, les citoyens de tous les quartiers de la ville étaient invités à s'y trouver. L'assemblée ne devait avoir lieu que dans le cas où il ne pleuvrait pas. Après la messe, comme il ne pleuvait que peu, un bon nombre de citoyens de toutes les parties de la ville se rendirent au lieu indiqué, mais aussi beaucoup ne s'y rendirent pas, dans la conviction qu'il n'y aurait pas d'assemblée. Quoiqu'il en soit, l'assemblée était respectable et nombreuse, et les citoyens sont restés exposés, trois heures durant à une pluie battante, pour prouver qu'ils considéraient l'importance de la question qui les réunissait."

"M. Prévost ayant été appelé à la présidence, s'avança et demanda aux citoyens s'il

devait y avoir une assemblée, vu qu'il pleuvait et qu'on avait annoncé dans les journaux qu'il n'y aurait pas d'assemblée dans le cas de pluie; et pour lui il était prêt aussi que ceux qui l'accompagnaient, et dans tous les cas, quand même il n'y aurait pas d'assemblée formelle, il était toujours bon d'entendre discuter une question de cette importance. Tous demandèrent à entendre les orateurs. M. Prévost parla durant quelque temps et céda sa place à M. Canclon, qui ayant donné quelques explications préliminaires sur la question des incendies, et du siège du gouvernement, considérant l'annexion sous les points de vue suivants: Liberté (religieuse et civile), nationalité, taxes, commerce, travail. Il était d'autant plus essentiel de traiter ce dernier point qu'on voulait faire croire aux ouvriers, en immense majorité à Saint-Roch, que l'annexion leur donnerait du travail."

"M. Canclon fut écouté avec la plus parfaite attention durant environ une heure et demie qu'il parla."

"Vient ensuite M. Rousseau, qui déclara n'être ni pour ni contre l'annexion; qui voulait agiter le rappel de l'Union ou la confédération des provinces."

"Puis vint M. Souard, qui pour prouver que nous n'étions pas libres en Canada, fit allusion à la détermination prise par le gouvernement d'annuler les commissions de tous les officiers de la milice qui ont signé le manifeste annexionniste, et qui durant son discours fit plusieurs fois usage de cette expression: "Nous le peuple, nous le pauvre peuple, nous souffrons pendant que messieurs les ministres ont de gros salaires!"

"M. Pierre Légaré répondit victorieusement à MM. Rousseau et Souard; mais ils avaient en son l'un et l'autre de ne pas attendre la réponse et avaient laissé l'assemblée."

"M. Fournier déclara ne pas vouloir parler vu qu'il était tard."

"M. Napoléon Cazeau ne parla que peu et regretta beaucoup que M. Souard se fût absenté, vu qu'il l'avait spécialement informé qu'il devait lui répondre."

"Ce qu'il y a de bien extraordinaire, c'est que pas un citoyen de Saint-Roch n'a élevé la voix en faveur de l'annexion, et que les honnêtes pour la Reine proposés par M. Prévost ont été accueillis avec enthousiasme et par tout le monde."

"Jamais assemblée n'a été plus paisible ni plus honorable pour les citoyens de Québec."

"L'annexion qu'est-elle devenue?"

Dans quel temps vivons-nous! Pour voir le *Herald* de cette ville, autrefois si loyal, si conservateur, si monarchique, prendre tout-à-coup le ton et les allures du *rien cordelier* et du *Père Duchesne* et proclamer la déchéance des autorités constituées et du gouvernement existant. Et c'est tout ça! où en est arrivé ce digne journal! Lui qui, il y a quelques années faisait tonner ses colères et appelait les vengeances des lois sur la tête des pauvres Canadiens Français, qui demandait le redressement de griefs nombreux et criants, aujourd'hui ne veut pas accepter de réformes du gouvernement anglais et déclare que le principe d'monarchie par lequel nous sommes gouvernés est le meilleur et le plus sûr pour nous sauver de l'anarchie. Lisez plutôt son article éditorial du 13 du courant: "Nous sommes arrivés, dit-il, à l'époque où les institutions monarchiques et aristocratiques sont usées et ont perdu à la fois toute vitalité et toute stabilité. Le pays peut conserver peut-être l'ombre seule de ces antiquités, plus longtemps que nous croyons; mais à l'avenir, n'importe quel pouvoir espère avoir l'ascendant, il faudra qu'il prenne sa source et qu'il prise sa force dans la volonté populaire. Nous pouvons ne pas aimer la démocratie, mais il nous faut un gouvernement et de l'ordre, et rien autre chose que la démocratie peut nous donner l'un et nous assurer l'autre."

Le *Herald* a engagé une vive discussion avec le *Pilot* concernant la position prise par M. Rose et Johnson, deux Conseils de la Reine, dans le mouvement de l'annexion. Le *Pilot* dans un excellent article a prouvé non seulement l'inconvénience, mais l'inconstitutionnalité et l'illegalité de la conduite de ces deux Messieurs. Le *Herald* en réponse cite les opinions émises, en Angleterre par M.

Roebuck sur la position des colonies. (M. Roebuck, on sait, est aussi conseil de la Reine) Ce savant Monsieur dans le pamphlet qu'il a récemment publié, établit en principe qu'une colonie ne devrait rien coûter à la Mère-Patrie que les frais de sa dépense navale et militaire. Ce sont là, dit-il, des dépenses métropolitaines; la colonie doit pourvoir à ses autres dépenses. Le Canada est sur ce pied là maintenant. M. Roebuck ajoute "qu'à moins que l'Angleterre ne fasse quelque chose pour aider le peuple de ses colonies et l'empêcher de faire un contraste humiliant pour lui, entre sa position inférieure et celle des habitants de la république voisine, elle désaffectionnera ses colonies. Elles chercheront à obtenir leur indépendance par le moyen qu'elles croiront le plus prompt et ce sera alors en joignant les Etats-Unis, comme des Etats indépendants et séparés et en devenant membres de la confédération américaine. Mais le *Herald* oublie d'ajouter, que M. Roebuck parle de l'union du Canada aux Etats-Unis comme d'une "fatale catastrophe", qu'on doit empêcher si c'est possible et suggère un plan qu'il considère capable d'effectuer cet objet si désirable."

"Que M. Roebuck, dit le *Pilot*, ait raison ou non dans ses idées, cela ne fait rien à la question actuelle, puisqu'il ne s'agit que de sa conduite comme conseil de la Reine. Mais quelle analogie, nous le demandons, y a-t-il entre sa conduite quand il ne fait que recommander des remèdes aux maux des colonies pour empêcher un si fatal effet que le démembrement de l'Empire et celle de MM. Rose et Johnson, qui prennent part à un mouvement dont le but avoué est de démontrer ce même Empire et de faire tomber le plus beau fleuron de la couronne anglaise?"

Quant à l'argument, dont se servent MM. les annexionnistes, que le mouvement actuel est un mouvement paisible et qu'on veut seulement obtenir le consentement de l'Angleterre, c'est à notre avis, un argument de nulle valeur. Tous les mouvements qui ont précédé les Révolutions ont été paisibles à leur début. Mais la boule une fois lancée, sait-on quand elle s'arrêtera? Vous espérez obtenir le consentement de l'Angleterre! Vous n'êtes pas sincères, quand vous dites cela. La Grande-Bretagne perd sa puissance, sa suprématie maritime en perdant ses colonies. Elle se multiplie et s'affaiblit. Elle tombe au second, au troisième rang parmi les nations. Donc elle ne consentira pas. Elle fera des concessions, des sacrifices. Elle dépensera des millions. Mais elle ne consentira pas à l'abandon de ses colonies. "Si jamais les hommes ont un pouvoir, dit un journal anglais venu par la dernière maille, proposent au Parlement un projet de loi pour abandonner les colonies, ils apprendront qu'ils se sont entièrement trompés sur les dispositions du peuple anglais." Nous partageons cette opinion. La Grande-Bretagne peut perdre ses colonies et elle devra les perdre dans un avenir plus ou moins éloigné, mais elle ne consentira jamais à les abandonner volontairement.

Nouvelles d'Europe.

Le *Canberra* apporte des nouvelles de Paris jusqu'au 25; de Londres jusqu'au 26, et de Liverpool jusqu'au 27 octobre.

En France, les débats sur la question romaine ont été du plus haut intérêt. Les principaux orateurs ont été MM. De Tocqueville, Mathieu de la Drôme, Montagnard, Thuriot de la Rosière, ancien collègue et ami du malheureux Rossi, le Général Cavaignac, Victor Hugo et De Montalembert. Nous reproduisons dans un prochain numéro le magnifique discours de M. De Montalembert. Pour le moment, nous nous bornons de donner une appréciation générale de toute la discussion et surtout d'en faire connaître la conclusion que nos lecteurs attendent avec une légitime anxiété.

La discussion a commencé par le discours de M. De Tocqueville, que la correspondance du *Courier des E. U.* (qui est défavorable au parti catholique) résume ainsi:

"M. De Tocqueville est entré le premier en scène par un discours anodin dans lequel il a cherché à contenter tout le monde. C'était de la diplomatie oratoire. Il a déclaré

trouvé un prince comme Louis XV, qui, du grand roi son aïeul, ne voulait accepter que les vices; il a suffi que, pendant cinquante ans, la France servit de marche-pied et de jouet à l'infâme égoïsme de ce prince, à la honteuse impéritie de ses familles. Les gouvernements sans contrôle peuvent, dans un court espace de temps, enfanter des prodiges, mais ils sont exposés à des cruels retours.

Que fut-il arrivé si, au lieu d'être vaincus par les Anglais, nous eussions été leurs vainqueurs? A juger, par les Canadiens et les créoles de la Louisiane, de ce qu'eût été le peuple de la Nouvelle-France, la rapidité et l'audace du mouvement civilisateur y eussent considérablement perdu. Lorsqu'il s'agit de vaincre des nations sur les champs de bataille, le Français peut entrer dans la lice, la tête haute; pour dompter la nature, l'Anglais vaut mieux que nous. Il a une fibre plus rigide, des muscles mieux nourris; physiquement, il est mieux constitué pour le travail, il le pousse avec plus de méthode et de persévérance; il s'y plaît, il s'y entête. Si, dans son œuvre, il rencontre un obstacle, il l'attaque avec une passion concentrée dont nous, Français, nous ne sommes susceptibles que contre un adversaire sous forme humaine.

Avec quel zèle et quel entraînement l'Anglo-Américain remplit sa tâche de peuple défricheur! Voyez comme il se fraie sa voie à travers les rochers et les précipices; comme il lutte corps à corps contre les fleuves, contre les marécages, contre la forêt primitive; comme il détruit le loup et l'ours; comme il

extermine l'Indien qui, pour lui n'est qu'une autre bête fauve! Dans cette bataille contre le monde extérieur, contre la terre et l'eau, contre les montagnes et contre un air empesté, il semble plein de cette impétuosité, avec laquelle la Grèce se précipitait sur l'Asie à la voix d'Aleandre; de cette audace frénétique que Mahomet sut inspirer à ses Arabes, pour la conquête de l'empire d'Orient; et ce courage délinant qui animait nos pères, il y a quarante ans, lorsqu'ils se ruaient sur l'Europe. Aussi, sur les mêmes rivières où nos colons s'abandonnaient, en chantant, au canot d'écorce du sauvage, ils comptent, eux, des flottes de superbes bateaux à vapeur. Là où nous fraternisons avec les Peaux-Rouges couchant avec eux dans les bois, vivant, comme eux, de notre chasse, voyageant à pied à leur manière, par des sentiers escarpés, l'opiniâtre Américain a abattu les arbres antiques, promené la charrue, enclos les terrains, substitué les meilleurs races bovines de l'Angleterre aux cerfs de la forêt, établi des fermes, de florissantes villages et d'opulentes cités, creusé des canaux et des routes. Ces chutes d'eau que nous venions admirer en amateurs d'édifices, et dont nos officiers mesuraient la hauteur au péril de leur vie, ils les ont débordées au passage et enfoncées dans les réservoirs de leurs moulins et de leurs fabriques. Si ces pays fussent restés français, la population, qui s'y fût développée eût été plus guie que l'américaine; elle eût mieux joui de ce qu'elle eût possédé; mais elle eût été entourée du moins de la richesse et de confort, et des

siècles se fussent écoulés avant que l'homme eût été en droit de se dire le maître, sur la même étendue de sol que les Américains ont asservie en moins de cinquante ans.

Si l'on récapitule les actes passés à chaque session des législatures locales, on verra que les trois quarts au moins ont pour objet les banques qui créent le travailleur, la création d'églises nouvelles, qui sont les citadelles où veillent les gardiens de l'esprit du travail; les moyens de communication, routes, canaux, chemins de fer, ponts, bateaux à vapeur, qui facilitent au producteur l'accès du marché; l'instruction primaire à l'usage de l'ouvrier et du laborateur; ou divers réglemens ou l'incorporation de la ville et des villages, ouvrages de ces hardis défricheurs. Il n'y est point question d'une armée; les beaux-arts n'y figurent jamais, même pour mémoire; les établissements littéraires et les hautes études scientifiques sont rarement honorés d'un souvenir.

Les lois tendent, par dessus tout, à favoriser le travail; le travail matériel, le travail du moment. Dans les lois d'un pays ancien, elles sont habituellement empreintes du respect de la propriété, parce que le législateur sent que le plus grand encouragement à donner au travail consiste à le respecter dans ce qui en est le fruit. Elles sont particulièrement conservatrices de la propriété foncière, soit par réminiscence des lois féodales de la mère patrie, soit aussi parce que l'on a tenu à conserver quelque élément stable au milieu de l'instabilité de toute chose; cependant les lois s'inquiètent généralement beaucoup moins qu'en

Europe de ce qui est droit acquis. Malheur aux existences en repos ou actuellement improductives, pour peu qu'elles puissent être accusées de s'appuyer sur le monopole et le privilège! Le droit qui précède ici les autres, qui les efface tous, est celui du travail; le repos n'a pas encore droit de cité. C'est ainsi qu'excepté en matière de crédit public, où les états, et les villes se piquent du plus grand scrupule à remplir leurs engagements, dans tout débat entre le capitaliste et le producteur, c'est ordinairement le premier qui a tort.

Tout est ici disposé pour le travail: les villes sont bâties suivant la méthode anglaise; les hommes d'affaires, au lieu d'être dispersés par la ville, occupent un quartier qui est exclusivement à eux, où pas une maison ne sert à l'habitation, où tout est bureaux et magasins. Les courtiers, les agents de change, les avoués, les négociants ont chacun leur cellule, les négociants leurs comptoirs. Les banques et les compagnies de toile mature y tiennent leur office; les marchands s'empilent, de la cave au grenier, tous les édifices de rues adjacentes. A toute heure du jour, un négociant n'a que quelques pas à faire pour en rejoindre un autre, pour s'aboucher avec un homme de loi ou un courtier. Ce n'est point comme à Paris, où l'on perd un temps précieux à courir l'un après l'autre. Paris est la cité commerciale la plus mal arrangée de l'univers. New-York est cependant moins bien ordonné que Londres ou que Liverpool. Il n'y existe rien dans le genre des grands *Docks* et du *Commerciaul House*.

Les mœurs sont celles d'une société travaillante et agissante. A quinze ans, un homme entre dans les affaires; à vingt-un, il est établi, il a sa ferme, son atelier, son comptoir ou son cabinet; son industrie enfin, quelle qu'elle soit c'est aussi l'âge où il prend une femme; à vingt-deux, il est père de famille, et par conséquent il a un puissant aiguillon pour s'exercer au travail. Il n'y a ici de considération que pour celui qui a une profession, et ce qui est à peu près la même chose, celui qui est marié, pour l'homme enfin qui est membre actif, directement utile de l'organisme social, qui contribue pour sa part à augmenter la richesse publique, en créant, soit des choses, soit des hommes. L'Américain est élevé dans cette idée, qu'il aura un état, qu'il sera agriculteur, artisan, manufacturier, commerçant, spéculateur, médecin, homme de loi ou d'église, peut-être tout cela successivement, et que, s'il est actif et intelligent, il arrivera à l'opulence. Il ne se conçoit pas sans profession, lors même qu'il appartient à une famille riche, car il ne voit point de gens de loisir autour de lui. L'homme de loisir est une variété de l'espèce humaine dont l'homme du nord l'*Yankee*, ne soupçonne pas l'existence; puis il sait qu'il est riche aujourd'hui, son père pourra être ruiné demain. Le père d'ailleurs est dans les affaires, selon l'usage, et ne se dessaisit pas de sa fortune; si le fils en veut avoir un peu présentement, qu'il se la fasse! — A continuer.

MICHEL CHEVALIER.